

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Préface</b> .....	7
<b>Remerciements</b> .....	13
<b>Sommaire</b> .....	15
<b>Liste des principales abréviations et acronymes</b> .....	17
<b>Introduction générale</b> .....	21
Section 1. Aspects économiques de l'exploitation pétrolière <i>offshore</i> .....	23
I. Les intervenants dans la chaîne d'exploration-production des hydrocarbures .....	24
A. L'État riverain et les contrats d'exploitation pétrolière .....	24
B. Les entreprises pétrolières et parapétrolières .....	27
1. Les entreprises pétrolières .....	27
2. Les entreprises parapétrolières .....	32
II. La décision d'exploiter le gisement de pétrole .....	33
Section 2. Les risques générés par l'exploitation .....	35
I. Les phases de l'exploitation pétrolière <i>offshore</i> .....	35
A. La phase d'exploration .....	35
B. La phase de production .....	38
II. Les dangers de l'exploitation en mer des hydrocarbures .....	39
A. Les risques pétroliers <i>offshore</i> .....	39
B. Les accidents pétroliers survenus en <i>offshore</i> .....	41
Section 3. La nécessité d'un système juridique français, adéquat permettant de mieux appréhender les risques pétroliers <i>offshore</i> .....	43
I. Une analyse de la législation française applicable à l'exploitation des hydrocarbures en vue d'une réforme .....	44
II. Les méthodes utilisées aux fins de l'étude .....	47
A. Méthode comparative .....	48
B. Approche systémique .....	51
<b>Titre préliminaire. Applicabilité des régimes</b> .....	57
Chapitre 1. Applicabilité du régime de prévention .....	63
Section 1. Le critère spatial : la délimitation maritime .....	67
I. Délimitation maritime internationale .....	68

A. Eaux intérieures et mer territoriale : expression de la souveraineté totale de l'État côtier.....	68
1. Les eaux intérieures .....	68
2. La mer territoriale .....	69
B. Plateau continental et zone économique exclusive : expression de la souveraineté limitée de l'État côtier.....	71
1. La Zone économique exclusive.....	71
2. Le plateau continental .....	73
II. Délimitation maritime en droit des États-Unis.....	75
A. Compétence législative.....	75
B. Les zones maritimes fédérales.....	78
III. Référence législative directe au critère territorial.....	78
Section 2. Le critère matériel : la nature juridique de l'installation <i>offshore</i> .....	80
I. Le statut juridique des travailleurs pétroliers <i>offshore</i> .....	80
II. Nature juridique des installations <i>offshore</i> .....	81
A. Le critère de l'usage effectif .....	81
B. Le critère de la mobilité .....	83
C. Le critère de la localisation géographique .....	86
Conclusion du chapitre 1 .....	89
 Chapitre 2. Applicabilité du régime de répression.....	91
Section 1. Compétence pénale liée à la territorialité de l'infraction.....	97
I. Compétence pénale de l'État souverain à l'intérieur de ses zones maritimes.....	99
A. L'exploitation pétrolière <i>offshore</i> en ZEE et sur le plateau continental.....	99
B. La Haute mer, une zone internationale de liberté.....	100
II. La localisation de l'infraction en cas d'accident pétrolier et de déversement illicite d'hydrocarbures .....	101
A. Infraction commise à bord de la plateforme pétrolière .....	102
B. La marée noire : le délit de pollution des eaux .....	103
1. Compétence territoriale élargie sur le fondement de la théorie de l'ubiquité.....	104
2. Compétence territoriale élargie sur le fondement de la théorie de l'indivisibilité.....	106
Section 2. Compétence pénale en l'absence de territorialité de l'infraction..	109
I. Compétence universelle .....	109
II. Compétence personnelle active .....	112
A. Une compétence personnelle reposant sur la nationalité française du prévenu.....	113
B. Une compétence personnelle subsidiaire .....	115
Conclusion du chapitre 2.....	119

Chapitre 3. Applicabilité du régime de réparation.....	123
Section 1. La demande en réparation des dommages résultant de la marée noire .....	125
I. Droit des États-Unis .....	126
A. Compétence juridictionnelle liée aux activités dans l'OCS états-unien.....	127
1. Compétence concurrente des tribunaux fédéraux et étatiques ...	127
2. Transfert de demande.....	129
B. Champ d'application spatial de l'OPA.....	130
II. Droit français.....	131
A. Le juge internationalement compétent.....	131
1. Litige international intégré à l'Union européenne .....	131
2. Litige international ne s'intégrant pas à l'Union européenne...	133
B. Article 7 du Règlement européen Rome II : loi applicable aux atteintes à l'environnement .....	135
Section 2. La demande en réparation des accidents du travail pétrolier <i>offshore</i> .....	138
I. Compétence des États-Unis en matière maritime .....	139
A. Compétence maritime générale .....	139
1. Les critères jurisprudentiels.....	140
2. Application aux accidents pétroliers offshore .....	142
B. Compétence maritime spéciale .....	145
1. DOHSA.....	145
2. <i>Jones Act</i> .....	145
3. LHWCA .....	147
II. Droit français.....	149
A. Indemnisation en vertu du droit de la sécurité sociale.....	150
1. Loi applicable à l'intérieur du système européen de coordination des régimes de sécurité sociale.....	152
2. Applicabilité du régime français en dehors de toute coordination.....	155
B. Indemnisation sur le fondement du droit commun de la responsabilité civile .....	156
1. Action des ayants droit.....	156
2. Action du travailleur .....	157
Conclusion du chapitre 3.....	163
Conclusion du titre préliminaire .....	167

## PREMIÈRE PARTIE L'APPRÉHENSION DES RISQUES PÉTROLIERS *OFFSHORE* PAR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION

<b>Titre 1. Prévention des risques pétroliers <i>offshore</i></b> .....	177
Chapitre 1. Les acteurs de la prévention .....	179
Section 1. Le rôle de la normalisation technique.....	180
I. Élaboration des normes techniques.....	182
A. Les organes de la normalisation technique.....	182
B. Processus de normalisation.....	185
II. L'autorité des normes techniques.....	189
A. Application des normes par les opérateurs de l'industrie pétrolière <i>offshore</i> .....	189
1. Application obligatoire des normes par incorporation des normes dans la législation.....	190
2. Application volontaire des normes homologuées en l'absence d'incorporation.....	192
B. Certification et classification des installations pétrolières <i>offshore</i> : contrôle du respect des normes .....	194
1. Accréditation des organismes de certification et d'inspection...	196
2. Sociétés de classification et de certification .....	197
Section 2. Régulation de la sécurité .....	198
I. Régulation du travail pétrolier <i>offshore</i> .....	199
A. L'autorité nationale.....	200
1. USCG et OSHA aux États-Unis .....	200
2. Les missions d'inspection du travail des agents des DREAL...	201
B. La représentation du personnel .....	202
1. Le CHSCT .....	202
2. Les délégués mineurs.....	204
3. Le devoir d'alerte.....	205
II. Régulation des installations <i>offshore</i> .....	206
A. L'organisation états-unienne .....	206
1. « <i>Bureau of Ocean Energy Management</i> » (BOEM) .....	208
2. « <i>Bureau of Safety and Environmental Enforcement</i> » (BSEE).....	209
B. L'organisation française .....	210
1. Des entités nationales et territoriales interdépendantes.....	211
2. Incompatibilité de l'organisation française avec la nouvelle directive 2013/30/UE.....	212
Conclusion du chapitre 1 .....	215

Chapitre 2. Le régime de prévention .....	219
Section 1. L'obligation de sécurité et de santé au travail .....	225
I. Obligation de sécurité de l'employeur .....	228
A. Étendue de l'obligation de l'employeur .....	228
1. Les travailleurs .....	228
2. Qualité d'employeur .....	231
3. Une obligation de sécurité de résultat ou de moyens ? .....	235
B. Mise en œuvre de l'obligation de sécurité de l'employeur .....	240
1. Les prescriptions françaises du RGIE .....	240
2. Prescriptions en droit des États-Unis .....	242
II. Obligation et droit à la sécurité du travailleur .....	248
A. L'obligation de sécurité .....	248
B. Droits de retrait et d'alerte .....	249
Section 2. La sécurité des installations .....	251
I. Sécurité dans la phase de mise en œuvre de l'exploitation pétrolière....	252
A. Les permis de recherche et d'exploitation du pétrole .....	252
1. Le permis d'exploration .....	253
a. Le <i>permit</i> .....	253
b. Le permis H .....	254
2. Le permis d'exploitation du pétrole en mer .....	257
a. La procédure d'obtention du permis .....	258
b. Droits et obligations .....	263
B. Les autorisations préalables à toutes activités sur la zone concedée .....	264
1. La procédure française d'autorisation de travaux de recherches et d'exploitation .....	264
a. Instruction de la demande .....	265
b. Étude d'impact et rapport sur les dangers majeurs .....	266
c. Enquête publique .....	268
2. L'approbation des différents plans exigés aux fins d'exploitation de l'OCS des États-Unis .....	271
a. Exploration .....	271
b. Développement et production .....	275
II. Sécurité durant la phase d'exécution des activités .....	279
A. Évaluation technique des installations <i>offshore</i> .....	279
1. Installations françaises .....	280
2. Plateformes états-uniennes .....	281
B. Contrôle des installations .....	283
1. Inspections .....	283
2. Arrêt et suspension des activités .....	285
a. Suspension des activités .....	285
b. Annulation du ou renonciation au contrat pétrolier .....	288
Conclusion du chapitre 2 .....	291

Conclusion du titre 1 .....	295
<b>Titre 2. La répression de l'accident pétrolier et du déversement illicite d'hydrocarbures</b> .....	<b>297</b>
Chapitre 1. Les infractions pénales à l'origine de l'accident pétrolier et le déversement illicite d'hydrocarbures en mer .....	301
Section 1. Les infractions de droit français .....	305
I. Infractions de droit pénal général .....	306
A. Délit de risque causé à autrui .....	306
1. L'existence préalable d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement ...	307
2. Les éléments constitutifs de l'infraction .....	311
B. L'abstention volontaire de combattre un sinistre .....	314
II. Infractions à la législation de prévention .....	315
A. Non-respect du droit minier .....	315
B. Non-respect de la législation de la sécurité et la santé au travail ...	317
III. Infractions de droit pénal de l'environnement .....	319
A. Le délit de pollution marine par les hydrocarbures résultant des activités pétrolières en mer .....	320
1. Constitution du délit .....	320
2. Poursuite et sanctions .....	322
B. Le crime de terrorisme écologique .....	323
Section 2. La répression des déversements illicites d'hydrocarbures prévue par le <i>Clean Water Act</i> (CWA) .....	325
I. Les sanctions pénales au sens strict du terme .....	326
A. La négligence .....	326
B. La violation intentionnelle .....	327
C. La mise en danger de la vie d'autrui .....	328
D. Le défaut de notification du déversement pétrolier .....	330
II. Les amendes administratives et civiles .....	331
A. Amendes administratives .....	331
B. Amendes « civiles » .....	332
1. Le déversement résulte d'une faute simple .....	333
2. Le déversement résulte d'une <i>gross negligence</i> ou d'une <i>willful misconduct</i> .....	334
Conclusion du chapitre 1 .....	341
Chapitre 2. L'identification du prévenu pertinent .....	343
Section 1. La responsabilité pénale du chef d'entreprise .....	346
I. En droit des États-Unis : une responsabilité pénale de plein droit du chef d'entreprise du fait de ses préposés .....	347
A. La <i>responsible corporate officer</i> .....	349

B. La culpabilité du « <i>responsible corporate officer</i> » et l'élément moral de l'infraction .....	351
II. En droit français : une responsabilité pénale pour faute du chef d'entreprise ayant contribué à la réalisation des infractions commises par ses subordonnés .....	355
A. Les conditions de mise en œuvre .....	356
B. La délégation de pouvoirs : cause d'exonération .....	361
Section 2. Responsabilité pénale de l'exploitant pétrolier en sa qualité de personne morale.....	368
I. Une conception large de la responsabilité pénale de la personne morale en droit des États-Unis.....	370
A. Fondements .....	370
B. Conditions.....	373
II. Une conception stricte de la responsabilité pénale de la personne morale en droit français .....	378
A. Conditions.....	379
B. Sanctions encourues.....	387
Conclusion du chapitre 2.....	391
Conclusion du titre 2.....	393
Conclusion de la première partie.....	397

## **SECONDE PARTIE L'APPRÉHENSION DES RISQUES PÉTROLIERS OFFSHORE PAR LA RESPONSABILITÉ CIVILE**

<b>Titre 1. Vers un régime spécial d'indemnisation des conséquences dommageables des accidents pétroliers et des marées noires ...</b>	<b>407</b>
Chapitre 1. Le régime français d'indemnisation des accidents du travail, adapté aux accidents pétroliers <i>offshore</i> .....	413
Section 1. Indemnisation des travailleurs pétroliers à bord d'une installation <i>offshore</i> située au-dessus de l'OCS des USA ...	414
I. Indemnisation du décès sur le fondement du DOHSA .....	415
II. Indemnisation des préjudices physiques subis par le marin sur le fondement du <i>Jones Act</i> .....	416
III. Indemnisation des travailleurs pétroliers non marins sur le fondement du LHWCA .....	419
A. Indemnisation de plein droit à la charge de l'employeur .....	420
B. L'action <i>in rem</i> contre le navire.....	422
Section 2. Le régime français d'indemnisation des accidents du travail.....	425
I. Le véritable employeur du travailleur pétrolier <i>offshore</i> .....	426
A. L'employeur : la personne ayant contracté avec le salarié.....	428

B. L'employeur : la personne détenteur du pouvoir de subordination .....	429
C. La théorie du co-emploi dans les groupes de sociétés .....	431
II. Indemnisation des accidents du travail maritime .....	433
III. Indemnisation de droit commun .....	436
A. L'accident du travail .....	436
B. L'indemnisation .....	439
1. L'indemnisation forfaitaire .....	439
2. L'immunité de responsabilité de l'employeur .....	444
Conclusion du chapitre 1 .....	451
Chapitre 2. Un régime spécial d'indemnisation de plein droit des préjudices écologiques résultant de la marée noire à introduire en droit français .....	453
Section 1. Des régimes spéciaux existant dans le paysage juridique français ...	453
I. Régimes internationaux .....	454
II. Régimes internes .....	459
A. Le régime de responsabilité environnementale issu de la loi du 1 <sup>er</sup> août 2008 .....	462
B. L'indemnisation des dommages causés par des activités minières ...	465
Section 2. Les éléments fondamentaux du nouveau régime spécial .....	469
I. Le fait générateur de responsabilité .....	469
A. Les faits générateurs de droit commun français .....	471
1. Le fait personnel fautif .....	472
a. Les contours de la faute civile .....	473
b. Frein de la faute prouvée .....	477
2. Le fait du préposé .....	481
3. Le fait de la chose .....	485
a. Le fait de l'installation offshore ou du pétrole déversé .....	485
b. Le gardien de l'installation ou du pétrole déversé .....	489
B. Une responsabilité de plein droit du responsable de la source du déversement ou de l'accident pétrolier .....	495
1. La responsabilité <i>in solidum</i> de l'OPA .....	495
a. Désignation légale du responsable .....	496
b. Interprétation jurisprudentielle et doctrinale large de la notion de « <i>responsible party</i> » .....	499
2. La responsabilité canalisée des textes internationaux .....	503
II. Le préjudice et le lien causal .....	505
A. Caractères du préjudice réparable .....	506
1. Licite .....	506
2. Certain .....	508
3. Personnel .....	515
B. Lien de causalité .....	518



1. Le standard de causalité exigée .....	519
2. Limitation et exonération de responsabilité.....	521
a. Limitation de responsabilité .....	522
α. OPA.....	522
β. Conventions internationales .....	525
b. Exonération en raison d'une cause étrangère .....	528
α. OPA.....	529
β. Conventions internationales .....	535
γ. Droit commun français .....	536
III. Les mécanismes palliant le risque d'insolvabilité du responsable.....	540
A. Les mécanismes de garantie financière de responsabilité.....	540
1. L'assurance ordinaire.....	540
a. L'exigence de garanties financières des installations dans les régimes spéciaux.....	541
α. OPA.....	541
β. Convention de 1992.....	546
b. La nécessité d'une assurance obligatoire .....	546
2. La mutualisation des risques pétroliers.....	550
3. La contribution à la dette .....	552
a. Contribution légale à la dette de réparation .....	553
b. Contribution contractuelle à la dette : la clause d'indemnisation .....	555
α. Compatibilité des clauses d'indemnité avec l'OPA .....	556
β. Transposition de la solution états-unienne dans le nouveau régime .....	560
B. L'institution d'un fonds d'indemnisation .....	561
1. FIPOL .....	562
2. OSLTF.....	564
Section 3. Les éléments procéduraux du nouveau régime spécial .....	567
I. Les atouts d'une procédure amiable plutôt que la voie judiciaire.....	568
A. La demande obligatoire de présentation de l'OPA.....	569
1. Une condition préalable à toute action judiciaire.....	569
2. Aménagements jurisprudentiels .....	571
a. La demande en indemnisation formée contre le tiers devenu responsable.....	571
b. La demande formée par une entité gouvernementale.....	572
B. La transaction de droit français .....	575
II. Le traitement collectif des demandes en réparation des dommages pétroliers de masse.....	577
III. La prescription extinctive de l'action personnelle en réparation des dommages écologiques .....	583
A. OPA .....	583
B. Prescriptions françaises.....	584

1. Actions en réparation des préjudices écologiques dérivés.....	585
a. Actions devant le juge civil en dehors de toute infraction pénale .....	585
b. Réparation des dommages résultant d'une infraction pénale .....	586
2. Prescription de la réparation du dommage environnemental ...	589
Conclusion du chapitre 2.....	595
Conclusion du titre 1 .....	597

**Titre 2. Les dommages-intérêts recouvrables sur le fondement du nouveau régime spécial.....** 599

Chapitre 1. Typologie des préjudices écologiques réparables .....	601
Section 1. Le préjudice écologique « pur ».....	602
I. Consécration juridique .....	603
A. Consécration jurisprudentielle et légale française d'un « pseudo » préjudice écologique pur .....	603
B. Reconnaissance du préjudice écologique dans l'OPA .....	612
II. Évaluation et mode de réparation.....	614
A. La procédure d'évaluation prévue par le « <i>National Oceanic and Atmospheric Administration</i> » .....	618
B. Évaluation française : entre la LRE de 2008 et le pouvoir souverain du juge judiciaire .....	623
Section 2. Les préjudices écologiques « dérivés » .....	630
I. Les préjudices patrimoniaux .....	632
A. Dans l'OPA.....	635
1. Les préjudices économiques non controversés .....	636
2. Les pertes économiques pures .....	640
B. En droit commun français de la responsabilité civile.....	650
II. Les préjudices extrapatrimoniaux.....	654
A. Le préjudice moral des collectivités territoriales .....	657
B. Le préjudice moral des associations.....	659
C. Le préjudice moral environnemental des syndicats.....	665
D. Le préjudice moral environnemental des opérateurs économiques.....	666
Conclusion du chapitre 1 .....	669
Chapitre 2. Le dépassement du principe de la réparation intégrale.....	673
Section 1. La réparation intégrale des préjudices .....	675
I. L'exigence de réparation intégrale.....	676
A. Le principe .....	676
1. Tout le dommage .....	676
2. Rien que le dommage .....	679

B. Aménagements.....	681
II. Réparation intégrale et droit d'agir en réparation du préjudice écologique pur.....	684
A. Réparation du préjudice écologique pur dans l'affaire <i>Erika</i> .....	686
B. Réparation du préjudice écologique pur dans le Code civil.....	689
Section 2. Introduction des dommages-intérêts punitifs et des amendes civiles dans le nouveau régime spécial.....	691
I. Les « <i>punitive damages</i> » en droit des États-Unis.....	694
A. L'allocation de dommages-intérêts punitifs dans le cadre de la réparation de préjudices sur le fondement de l'OPA.....	696
B. L'allocation de dommages-intérêts punitifs dans le cadre de la réparation des préjudices physiques subis par les travailleurs pétroliers sur l'OCS.....	704
1. Dans le cadre des actions ouvertes au marin.....	705
2. Dans le cadre des actions ouvertes au non marin.....	719
II. Pour une introduction des amendes civiles et des dommages-intérêts punitifs en droit français dans le nouveau régime spécial.....	722
Conclusion du chapitre 2.....	729
Conclusion du titre 2.....	731
Conclusion de la seconde partie.....	733
 Conclusion générale.....	 735
 <b>Proposition de loi pour une meilleure appréhension des risques pétroliers <i>offshore</i>.....</b>	 <b>743</b>
 <b>Annexe – Principales catastrophes impliquant une plateforme pétrolière...</b>	 <b>753</b>
 <b>Bibliographie.....</b>	 <b>755</b>
 <b>Index alphabétique.....</b>	 <b>825</b>
 <b>Table des matières.....</b>	 <b>833</b>